

# Comment envisager l'avenir sans désespérer ?

lundi 16 décembre 2019, par [Denis COLLIN](#)

La victoire des tories britanniques dirigés par Boris Johnson renouvelle en le renforçant le référendum de 2016 pour la sortie de l'Angleterre de l'UE - l'Angleterre et non le Royaume Uni, puisque les Ecossais ont voté massivement les indépendantistes et la sortie de l'Ecosse du « Royaume Uni se profile sérieusement. Il n'y a pas grand-chose à ajouter à ce que nous avons déjà écrit ici. La victoire de Boris Johnson n'est pas un remake du thatchérisme et le premier ministre a d'ailleurs fait campagne sur un programme relativement « social ». La défaite des travaillistes est la défaite de la ligne Corbyn, un radicalisme en parole et une incapacité foncière à tenir un discours clair sur l'UE. Corbyn est une sorte de Tsipras britannique et avec un sûr instinct de classe, les ouvriers se sont détournés des discours idéologiques, du « sociétalisme » de la « gauche » et de la danse du ventre devant les islamistes et ils ont préféré voter utile, c'est-à-dire BREXIT : car pour lutter contre « l'austérité », pour avancer sérieusement dans la voie des revendications ouvrières, il faut d'abord retrouver sa liberté. Simple à comprendre.

Au-delà de l'Angleterre, nous assistons partout à des processus similaires. Pour les prochaines élections régionales italiennes, la Lega de Matteo Salvini, force principale de la coalition de « centrodestra » pourrait remporter la victoire en Émilie-Romagne (bien que les choses restent très indécises, l'équipe sortante de « centrosinistra » étant appréciée pour sa bonne gestion) avant de déloger le PD de l'autre « forteresse rouge », la Toscane (les sondages donnent la Lega en tête à 34%). Le mouvement des « sardines », mouvement purement réactionnel, anti-Salvini, n'y pourra rien. Salvini parle aux Italiens de leurs problèmes pendant que le M5S s'est allié au PD pour mettre en œuvre la même politique européenne d'austérité qu'avant. Le gouvernement se prépare à ratifier le « mécanisme européen de stabilisation », et ceci achève de décomposer le P5S, dont plusieurs élus ont fait savoir qu'ils voteraient contre le MES. Quoi qu'il en soit, les prochaines élections nationales, sauf retournement radical, pourraient donner la victoire à Salvini, qui réunit toute la droite italienne.

La montée de l'AfD en Allemagne, la consolidation du PIS en Pologne ou du parti d'Orban en Hongrie vont dans le même sens. Un vote populaire, hostile à la mondialisation et à l'évolution « sociétale » de la « gauche » se retrouve derrière des partis de droite, relativement traditionnalistes et sensibles aux revendications des classes laborieuses - même s'il s'agit d'effets de manche avant les élections, mais pas toujours : en Pologne le PIS a mis un œuvre un programme social qui fait hurler les libéraux baptisés « de gauche ». Qu'on se comprenne bien : tous ces partis sont des partis de la bourgeoisie, du moins d'une fraction de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie encore attachée aux frontières nationales. Mais ils n'ont aucune intention de s'opposer sérieusement au capitalisme multinational. Boris Johnson veut privilégier l'alliance avec les États-Unis et défendra le libre-échange. Salvini, comme Marine Le Pen, accepte pleinement le cadre de l'UE et de l'euro et le moment venu on sait bien de quel côté ils se rangeront. Voir dans ces partis les éléments moteurs d'un nouveau bloc populaire, ce serait prendre ses désirs pour des réalités. Mais ils apparaissent souvent comme la seule alternative aux partis libéraux mondialistes. La seule chose certaine que l'on peut dire à cette étape, c'est qu'il est hors de question de justifier au nom de « l'antifascisme » le vote PD en Italie ou le vote Macron en France ou n'importe quel autre parti du même acabit.

Il faudrait essayer de dégager une perspective pour sortir de l'étreinte mortelle dans laquelle nous sommes pris. Mais avant d'inventer de nouveaux programmes et de construire de nouvelles structures partisans, il faut déblayer le terrain et clarifier nos idées.

Tout d'abord, il faut sortir des schémas de pensée de la « gauche » telle qu'existe aujourd'hui et qui n'est plus que le porte-parole de la petite-bourgeoisie intellectuelle et d'une partie de la grande bourgeoisie libérale. Cette classe est « émancipée » parce qu'elle est émancipée de tout rapport avec le peuple et le méprise. Elle n'est pas internationaliste mais mondialiste et son « progressisme » est dirigé contre le petit

peuple, tel qu'il existe effectivement. Or, n'en déplaise aux donneurs de leçons de progrès, les gens ont de bonnes raisons de ne pas vouloir renoncer à ce qui fait leur identité, à leur tradition, à leur façon de voir le monde. Il faut donc, pour commencer, rompre avec le « sociétalisme », avec les lobbies LGBTQI+, les végans, les féministes 2.0 qui veulent abolir l'hétérosexualité, et toutes les sornettes et folies qui ont envahi les espaces médiatiques et constituent la « culture commune » de la gauche bourgeoise d'aujourd'hui. Un peu de retour à la décence fera du bien.

En second lieu, les capitalistes et les aspirants à la classe dominante ne sont de nulle part, ils peuvent mépriser les nations. Mais les travailleurs qui n'ont rien ou presque restent sur place, ils sont chez eux dans leur pays et ne veulent pas en être chassés ni devoir se plier à des mœurs qui leur sont radicalement étrangères. La souveraineté nationale est une revendication populaire fondamentale. Nationale, parce que ce qui existe, ce sont les nations, formes politiques ancrées dans une histoire et nous savons aujourd'hui que le terme de « souveraineté populaire » est trop flou et permet toutes les entourloupes.

En troisième lieu, l'État doit protéger les citoyens (pas leur crever les yeux avec des LBD) ! Cela implique la défense et l'extension des systèmes de protection sociale et des services publics. La sécurité, c'est pouvoir se promener dans les rues sans être agressés par les voyous ou les factieux islamistes. Mais c'est aussi ne pas trembler à l'idée qu'on pourrait tomber malade, qu'on pourrait être privé de travail ou qu'on n'aura pas de quoi vivre à la retraite. Un État fort donc qui le sera parce qu'il protège le peuple dont il est théoriquement l'expression.

En quatrième lieu, il nous faut ouvrir une perspective à long terme et pour cela, il est nécessaire de s'opposer avec la plus grande énergie, à la course folle au « progrès technique » qui détruit progressivement les structures sociales et mentales et les rapports de l'homme avec son milieu naturel vital. Réapprendre le sens de la limite, réapprendre à accepter notre condition humaine avec toutes les séparations qu'elle suppose (séparation des sexes, séparation de l'homme et des animaux, séparation du vivant et de l'inerte). Apprendre aussi que la croissance ne peut être illimitée, qu'il faut ménager les ressources naturelles et économiser l'énergie. La frugalité qui s'imposera ne sera possible que sur une base égalitaire et dans une société où la vie commune et la participation aux affaires publiques deviendra notre premier souci.

Tout cela pourrait trouver son expression dans une nation souveraine et une république sociale. En Italie, il y a la tentative de créer un tel mouvement avec Vox Italia, animé par le philosophe Diego Fusaro. Où ira cette tentative ? Où ira l'embryon de mouvement organisé en France dans République Souveraine ? Nul ne peut le dire. Mais l'issue politique sera nécessairement un mouvement qui commence par le bas. Contre le « verticalisme », il faut promouvoir la démocratie de bas en haut, comme l'expliquait le « manifeste » de la Sociale en 2016.